



DÉCEMBRE
2022

Les ambitions iraniennes en Afrique

Une présence idéologique, sécuritaire
et économique

Clément THERME



Centre Afrique
subsaharienne

En partenariat avec:



L'**Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Le **Policy Center for the New South**, anciennement OCP Policy Center, est un *think tank* marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. À travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : agriculture, environnement et sécurité alimentaire, économie et développement social, économie et finance des matières premières, géopolitique et relations internationales.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et le Policy Center for the New South.

ISBN : 979-10-373-0647-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Aritra Deb/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Clément Therme, « Les ambitions iraniennes en Afrique. Une présence idéologique, sécuritaire et économique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, décembre 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Clément Therme est membre associé du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et chargé d'enseignement à l'université Paul Valéry de Montpellier. Il est aussi chercheur associé à l'Institut international d'études iraniennes (Rasanah).

Spécialiste du monde iranien, il a été auparavant chercheur à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), assistant d'enseignement à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, chercheur à l'Institut français de recherche en Iran à Téhéran et chercheur pour le programme Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Il a enfin dirigé l'ouvrage *L'Iran et ses rivaux* paru aux éditions Passés composés en février 2020 et co-dirigé *L'Iran en quête d'équilibre*, Confluences Méditerranée, 2020.

Résumé

La présence iranienne en Afrique est une question à la fois idéologique, économique et sécuritaire. La politique africaine de l'Iran a connu un nouvel élan avec la Révolution de 1979. Dans le cas de la politique africaine, on peut qualifier ce tiers-mondisme militant d'arrogant. En effet, dans l'imaginaire des élites politiques révolutionnaires khomeynistes, les relations avec les pays du Sud global sont à comprendre non seulement dans le cadre d'un anti-impérialisme de façade mais aussi dans la perspective d'une approche révolutionnaire visant à exporter leur modèle politico-religieux.

Cette ambition se traduit par des ingérences dans les affaires internes des États africains afin de conduire des activités prosélytes mais aussi de construire des réseaux de clients composés d'acteurs non étatiques. Dans le contexte d'une fragmentation du système international, la capacité des réseaux d'influence iraniens à se déployer dans la longue durée en Afrique reste à démontrer. En effet, l'absence de complémentarité économique, la distance géographique et la dimension principalement sécuritaire et idéologique de la politique africaine de Téhéran demeurent des obstacles à l'instauration de relations fondées sur les projets de développement communs et non sur des stratégies de contournement de l'influence occidentale ou de confrontation avec les rivaux régionaux de la République islamique (Israël et Arabie Saoudite notamment).

Abstract

The Iranian presence in Africa is an ideological, economic and security issue. Iran's policy in Africa entered a new phase after the 1979 Revolution. Tehran's African policy became a demonstration of the militant Third Worldism of the new regime. This ideological component is the product of an arrogant dimension in the Iranian approach to African issues. Indeed, in the imagination of the Khomeini revolutionary political elites, relations with the countries of the global south are to be understood not only within the framework of a superficial anti-imperial standpoint but also from the perspective of a revolutionary approach aimed at the export of their politico-religious model.

This ambition translates into interference in the internal affairs of African states in order to conduct proselytizing activities but also to build networks of clients composed of non-state actors. In the context of the fragmentation of the international system, the ability of Iranian networks of influence to be deployed in the long term in Africa remains to be demonstrated. Indeed, the lack of economic complementarity, the geographical distance and the mainly security and ideological dimension of Tehran's African policy remain obstacles to the establishment of relations based on common development projects and not on strategies for circumventing Western influence or confrontation with regional rivals of the Islamic Republic (Israel and Saudi Arabia in particular).

Sommaire

INTRODUCTION	6
RUPTURES ET CONTINUITÉ DEPUIS 1979.....	7
LA POLITIQUE AFRICAINE DE L'IRAN : DES POINTS DE COMPARAISONS POSSIBLES ?	10
LA QUESTION DES CONVERSIONS AU CHIISME	20
CONCLUSION	22

Introduction

L'Iran est un territoire historiquement en lien avec l'Afrique de l'Est en raison de la circulation de populations d'esclaves rejoignant le golfe Persique à l'époque moderne. L'esclavage est aboli en Perse en 1848, au moment où Nasser o-din Shah interdit le transport maritime d'esclaves vers le pays¹. Mais ce n'est que dans les années 1870 que le transport maritime d'esclaves en provenance d'Afrique commence effectivement à décliner en raison d'un contrôle des bateaux iraniens par la marine britannique. En 1890, la Perse finit par interdire les transports maritimes et terrestres d'esclaves, et ce n'est qu'en 1929 que l'esclavage est complètement interdit dans le pays. Pendant cette période allant du XVI^e au XIX^e siècle, plusieurs millions d'Africains ont été déportés vers le Moyen-Orient et l'Inde par des esclavagistes arabes. En conséquence, il existe une communauté afro-iranienne en Iran depuis la période moderne jusqu'à nos jours².

Au XX^e siècle, Mohammad-Reza Pahlavi (1941-1979) va mettre en place une véritable stratégie africaine de l'Iran. Il instaure notamment une coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine du nucléaire³ et la marine iranienne domine alors les eaux du golfe Persique et s'aventure dans l'océan Indien tout aussi bien que sur les côtes de l'Afrique de l'Est⁴. La politique africaine de l'Iran, depuis la révolution islamique de 1979, a été compliquée par l'absence de liens religieux importants en Afrique. Cette situation trouve son origine dans la prédominance des formes sunnites et soufies de l'islam sur ce continent. Néanmoins, depuis 1979, l'Iran a créé un réseau d'influence fondé sur le contrôle de mosquées, de centres culturels, d'associations caritatives opérant sous couvert d'aide au développement et d'institutions éducatives qui ont servi à diffuser son idéologie révolutionnaire en Afrique. Ces réseaux d'influence méritent une plus grande attention en Europe en raison de la volonté de Téhéran de transposer son conflit économique, sécuritaire et idéologique avec Washington et Tel Aviv sur le continent africain⁵.

L'auteur tient à remercier Akram Zaoui pour ses suggestions et sa contribution à cette recherche.

1. W. Floor, « BARDA and BARDA-DĀRI iv. From the Mongols to the Abolition of Slavery », *Encyclopaedia Iranica*, 15 décembre 1988, disponible sur : www.iranicaonline.org.

2. B. A. Mirzai, « African Presence in Iran: Identity and Its Reconstruction », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 336-337, 2002, p. 229-246.

3. H. E. Chehabi, « South Africa and Iran in the Apartheid Era », *Journal of Southern African Studies*, vol. 42, n° 4, 2016.

4. Voir C. Therme, « La stratégie maritime de la République islamique d'Iran : défis et enjeux », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 69, août 2022.

5. D. Citrinowicz et J. M. Brodsky, « Africa: The Next Target On Iran's Power Politics Bucket List? », *19FortyFive*, 5 novembre 2021, disponible sur : www.19fortyfive.com.

Ruptures et continuité depuis 1979

À l'ère de la Révolution islamique, il convient de distinguer trois grandes périodes.

Dans les années 1980, après le déclenchement de la guerre Iran-Irak (1980-1988), Téhéran a ouvert des ambassades à travers le continent avec deux objectifs principaux : contenir l'influence grandissante de l'Irak de Saddam Hussein en Afrique et obtenir le soutien des États africains à l'Assemblée générale des Nations unies. Cela permet alors à Téhéran d'obtenir de précieux soutiens internationaux en temps de guerre. Dès cette période, cet objectif politique est poursuivi à travers une politique iranienne d'aide au développement : la dimension humanitaire est prégnante dans les années 1980 mais elle est mise en œuvre à des fins politico-idéologiques.

Dans les années 1990, il s'agit pour Téhéran d'éviter l'isolement en réponse notamment à la stratégie de *dual containment*⁶ de l'administration Clinton. Téhéran s'efforce de construire un réseau d'influence parmi les pays africains à travers le Groupe des 77 qui réunit les pays du Tiers Monde⁷. Pour ce faire, plusieurs acteurs institutionnels iraniens sont mobilisés⁸ : le Corps des gardiens de la Révolution islamique, la Force al-Qods, les forces navales, les groupes interparlementaires, les groupes d'amitié et les chambres de commerce locales, ainsi que des organisations caritatives, des centres de formation pour les religieux et des coopérations universitaires.

La mise en place de la stratégie actuelle de la République islamique en Afrique remonte donc à l'époque de l'ancien président Hashemi Rafsandjani (1989-1997). Ce dernier accorde une attention particulière à ce continent. Sa visite au Soudan en 1991 se déroule au lendemain du renversement du gouvernement de Sadiq al-Mahdi par Omar al-Bashir. Cette visite représente un soutien politique au gouvernement d'al-Bashir, qui est isolé en raison de l'embargo

6. Double endiguement de l'Irak de Saddam Hussein et de l'Iran de la République islamique.

7. J.-P. Colson, « Le "groupe des 77" et le problème de l'unité des pays du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, vol. 52, 1972, p. 813-830 ; M. Ahmia, « Le Groupe des 77, cinquante ans d'existence », Chronique ONU, ONU, disponible sur : www.un.org.

8. Cette stratégie multidimensionnelle de la République islamique est aussi appelée la « diplomatie à plusieurs voix ». Voir M.-R. Djalili, *Diplomatie islamique. Stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, PUF, 1989, p. 105-117.

imposé par la communauté internationale. Cela signe également le début d'une nouvelle ère dans les relations iraniennes avec l'Afrique, et un point d'inflexion dans la recherche d'une influence élargie vers d'autres pays africains comme l'Afrique du Sud post-apartheid, le Kenya, la Tanzanie, le Zimbabwe, l'Ouganda, le Nigeria, le Niger, le Cameroun, le Sénégal, les Comores, la Somalie, Djibouti et le Ghana.

La période Ahmadinejad (2005-2013) est marquée par une dimension idéologique renforcée avec comme objectif de prolonger « l'axe de la résistance⁹ » (appelé aussi corridor stratégique) du Moyen-Orient vers le continent africain. Le *modus operandi* est le suivant : en échange de généreuses promesses de coopérations économiques, Téhéran cherche à obtenir des concessions dans des dossiers stratégiques et de sécurité. Les réseaux d'influence se développent alors sous le couvert de missions diplomatiques, souvent par l'intermédiaire d'attachés culturels. Des organisations iraniennes telles que l'Organisation pour la culture et les relations islamiques (ICRO)¹⁰ sont utilisées comme façade pour les activités secrètes de la Force Al-Qods¹¹. Sur le plan des ambitions globales de l'Iran, l'Afrique devient un acteur central dans la stratégie d'expansion idéologique.

Dans le contexte des négociations puis des tentatives de relance de l'accord sur le nucléaire conclu le 14 juillet 2015 avec l'Iran, peu d'attention est accordée aux ingérences de la République islamique au-delà du Moyen-Orient – en particulier en Afrique. Le régime iranien, ainsi que son principal auxiliaire, le Hezbollah, y sont pourtant de plus en plus présents¹². Le gouvernement de Rohani (2013-2021) a mis en œuvre une politique étrangère qui a négligé les États africains en tant que partenaires stratégiques. L'axe principal de la diplomatie de Téhéran a consisté à privilégier la gestion de la crise économique et une rhétorique de la détente en vue des crises dans l'environnement immédiat de l'Iran. Cet objectif de favoriser les relations avec les pays occidentaux en général et européens en particulier s'est néanmoins heurté aux préférences idéologiques de la gouvernance à la tête de l'État iranien (le bureau du Guide et le Corps des gardiens de la Révolution). Cette absence de priorité donnée au continent africain par le président « modéré » vise à se différencier de son prédécesseur et à tenter d'élargir la base de ses partisans au-delà des clientèles traditionnelles de la République islamique. Cette priorité moindre accordée à l'Afrique pendant ses

9. Voir sur ce sujet : www.dems.defense.gouv.fr.

10. Voir la présentation de l'Organisation sur le site officiel : <https://en.icro.ir>.

11. A. Mohammad Abdulhalim, « Iranian Revolutionary Guard Corps' Influence in Africa Intensive Interventions and Challenges », *Journal For Iranian Studies*, vol., n° 6, mars 2018, p. 109.

12. A. Greenberg, « Iran's Influence in Africa Poses a Serious Threat », *The Jewish Chronicle*, 19 août 2021, disponible sur : www.thejc.com.

deux mandats n'a pas conduit à une inflexion des discours officiels des responsables du régime. Elle s'est néanmoins traduite par une activité affaiblie des autorités gouvernementales sur le plan diplomatique pendant cette période¹³.

13. Voir R. Bagheri et E. Lob, « Rouhani's Africa Policy: Disengagement, 2013–2021 », *Middle East Policy*, vol. 29, n° 1, 2022, p.154-173.

La politique africaine de l'Iran : des points de comparaisons possibles ?

Se pose aussi la question d'éventuels modèles pour la coopération irano-africaine. On observe ainsi des points communs avec la stratégie chinoise en Afrique qui vise, elle, à « la consolidation de la stature internationale de la République populaire, et [à] l'asphyxie diplomatique de Taïwan¹⁴ ». Le pivot iranien et le pivot chinois (zhī diǎn) ont le point commun d'utiliser leurs relations avec les pays africains pour sortir de leur isolement international imposé par l'Occident. Dans le cas de la Chine, l'Occident fait preuve de contradictions dans sa volonté d'isoler Pékin sur la scène internationale – en raison de son poids économique, industriel et financier, de sa place dans la globalisation, avec beaucoup de capitaux et d'entreprises européennes – contrairement à l'Iran qui est devenu un marché exclu de la globalisation économique depuis le retrait de l'administration Trump de l'accord sur le nucléaire en 2018. À titre d'illustration, une délégation du ministère iranien de la Défense a assisté au salon de la sécurité et de la défense Shield Africa à Abidjan du 8 au 10 juin 2021. Téhéran développe ses relations économiques et sécuritaires avec Abidjan au-delà du simple cadre des relations diplomatiques entre deux États.

L'ambassadeur de la République islamique à Abidjan, Majidi Koorosh, estime que l'objectif principal de son pays est de développer des coopérations économiques bilatérales :

« La Côte d'Ivoire est un pays impressionnant pour moi avec de fortes structures, beaucoup de potentialités et beaucoup de capacités pour travailler. J'ai déjà donné un programme de quatre ans au ministère des Affaires étrangères ainsi qu'au président de la [R]épublique. Mon programme en Côte d'Ivoire est un programme économique.¹⁵ »

Il a indiqué que son premier objectif durant sa mission en Côte d'Ivoire sera l'établissement d'une ligne maritime entre l'Iran et la Côte d'Ivoire.

14. Voir N. Rolland, « L'Afrique dans la stratégie chinoise », *Revue Défense Nationale*, vol. 846, n° 1, 2022, p. 98-103.

15. « Le nouvel Ambassadeur d'Iran veut renforcer la coopération économique avec la Côte d'Ivoire », Abidjan.net, 12 janvier 2020, disponible sur : <https://news.abidjan.net>.

L'une des différences notables avec la Chine se manifeste dans la volonté iranienne de construire un réseau d'acteurs non étatiques en s'appuyant notamment sur les communautés chiites libanaises en Afrique. Il y aurait entre 200 000 et 300 000 Libanais en Afrique. La Côte d'Ivoire compte la plus grande diaspora libanaise d'Afrique de l'Ouest avec plus de 100 000 expatriés ; dans ce pays, 90 % de la communauté libanaise vit à Abidjan. Il y a environ entre 15 000 et 30 000 Libanais au Sénégal¹⁶.

Par ailleurs, Téhéran pourrait-il construire une stratégie fondée sur la coopération indo-africaine ? Le premier obstacle à surmonter pour Téhéran est le fait que l'Iran a beaucoup moins à proposer aux pays africains que l'Inde (sur les nouvelles technologies, la productivité agricole, l'énergie renouvelable, etc.). La stratégie indienne se développe à différentes échelles, la question de l'océan Indien et le versant africain de l'Indo-Pacifique, la coopération technique plutôt que l'investissement dans les infrastructures, la défense et la diaspora : ainsi on dit souvent que les Indiens sont à l'Afrique orientale ce que les Libanais sont à l'Afrique occidentale, or beaucoup des Libanais en question sont chiites et parmi eux certains sont instrumentalisés pour conduire des activités en faveur de la République islamique sur le continent africain.

Il apparaît enfin un autre modèle, celui de la Russie¹⁷ : une présence à travers des acteurs non étatiques, une stratégie de déni de responsabilité aussi improbable qu'utilisée de manière systématique, le déploiement de mercenaires par le truchement d'auxiliaires sur des théâtres ou l'échec politique des Occidentaux les ont durablement discrédités.

Cependant, la capacité de Téhéran à reproduire la mise en place d'un réseau d'influence fondé sur le modèle des auxiliaires (*proxies*) et des milices pro-iraniennes représentant une force de projection régionale¹⁸ – comme au Moyen-Orient – n'est pas assurée en Afrique. En effet, la présence d'États faillis au Sahel, et plus particulièrement au nord du Mali, mais aussi le soutien de Téhéran au Front Polisario¹⁹ (qui annonce avoir l'intention de recourir à des drones, dont on soupçonne

16. M. A. Leichtman, « Shiite Lebanese Migrants and Senegalese Converts in Dakar », in S. Mervin (dir.), *Les mondes chiites et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, p. 211-240, disponible sur : www.cairn.info. Lire également A. Sylvestre-Treiner, O. Marbot et T. Bluy, « Libanais d'Afrique : enquête sur une communauté discrète mais puissante », *Jeune Afrique*, 28 mars 2019, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

17. Pour une présentation des activités russes en Afrique du point de vue de Moscou : <https://valdaiclub.com>. Pour une approche occidentale : www.voaafrica.com.

18. Voir A. Vatanka, « The Islamic Revolutionary Guard Corps of the 2020s. Evaluating Iran's Proxy Warfare Strategy » in P. Bergen, C. Rondeaux, D. Rothenberg et D. Sterman (dir.), *Understanding the New Proxy Wars: Battlegrounds and Strategies Reshaping the Greater Middle East*, Londres, Hurst, 2022, p. 269-284.

19. M. Verdier, « Le Maroc accuse l'Iran d'armer le Polisario », *La Croix*, 2 mai 2018, disponible sur : www.la-croix.com.

la provenance d'être²⁰) et à l'Algérie sont certes des sources de préoccupation pour la « communauté internationale » mais l'Iran apparaît encore dans cet espace comme un acteur périphérique.

En dépit de ces doutes sur la capacité du régime iranien à projeter son influence dans un espace géographique lointain, force est de constater que certains n'hésitent pas à voir dans la politique africaine une continuation de sa stratégie dans son environnement régional immédiat. Cela est plus particulièrement observable dans la Corne de l'Afrique où Téhéran conduit une politique d'opposition contre les puissances régionales rivales. Il s'agit selon cette perspective d'une prolongation de la stratégie dite de « défense en avançant » de la République islamique (*forward-defense strategy*). Autrement dit, cette quête iranienne d'une profondeur stratégique dans la Corne de l'Afrique consisterait en une approche sécuritaire fondée sur l'utilisation d'auxiliaires. Cette stratégie serait plus particulièrement opérationnelle dans les zones de conflits dans le cadre d'une réponse asymétrique visant à contrebalancer son déficit de puissance militaire face à ses ennemis (États-Unis, Israël, Arabie Saoudite notamment) et à déplacer ainsi le centre de gravité des menaces pesant sur sa sécurité nationale loin de ses frontières²¹. Enfin, il est plus difficile pour la République islamique de reproduire dans la Corne de l'Afrique le modèle du déploiement de ses stratégies d'influence en Afrique de l'Ouest où les communautés libanaises servent souvent de relais à travers les cellules du Hezbollah proches de l'Iran pour pénétrer dans la région. Dans cette région, il n'y a pas de réservoir de populations de confession chiite *a priori* réceptives au discours sectaire de Téhéran. Néanmoins, l'élimination d'un haut représentant d'Al-Qaïda réfugié en Iran et responsable des attentats perpétrés par l'organisation terroriste en Afrique contre les ambassades américaines nous rappelle les liens passés entre l'Iran et le Soudan²².

20. « 22 Countries Requested to Purchase Iran Military Drones, Official Says », *Tehran Times*, 19 octobre 2022, disponible sur : www.tehrantimes.com.

21. T. Corda, « Not All Plain Sailing: The Highs and Lows of Iran's Scramble for the Horn of Africa » in F. J. B. S. Leandro, C. Branco et F. Caba-Maria (dir.), *The Geopolitics of Iran*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2021, p. 485-529.

22. A. Goldman, E. Schmitt, F. Fassihi et R. Bergman, « Al Qaeda's No. 2, Accused in U.S. Embassy Attacks, Was Killed in Iran », *The New York Times*, 13 novembre 2020, disponible sur : www.nytimes.com.

Les drones iraniens et le marché africain

Alors que l'Iran ouvre des unités de production en dehors de son territoire au Tadjikistan notamment avec un projet également en Russie, il convient de s'interroger sur le risque de prolifération des technologies de drones iraniens au-delà des théâtres moyen-orientaux, de l'Amérique latine (le cas du Venezuela) et de l'ancien espace soviétique. En Afrique, les États concernés par de possibles achats de drones iraniens sont l'Algérie et l'Éthiopie. Ces projets pourraient bénéficier des retours d'expérience²³ que le complexe militaro-industriel iranien va pouvoir retirer de sa première participation à une guerre de haute intensité en Ukraine en 2022 depuis la fin de la guerre Iran-Irak (1980-1988). La participation de Téhéran aux conflits en Afrique à travers la livraison ou la production de drones sur le continent africain pourrait accentuer les rivalités avec les puissances régionales comme l'Arabie Saoudite qui a subi de nombreuses attaques de drones/missiles iraniens en provenance du Yémen ou de l'Irak, de la Turquie ou plus encore d'Israël. Ces activités militaires de l'Iran en Afrique sont un élément central de la stratégie iranienne de réponse asymétrique face à des puissances régionales aux armements de pointe, et pourraient s'inscrire dans un défi à l'influence américaine dans la zone si les relations entre Téhéran et Washington se détérioraient, passant d'un conflit idéologique et stratégique à une escalade militaire.

Le cas de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est est plus particulièrement éclairant en raison des relations anciennes avec la région du Moyen-Orient (la présence/domination omanaise en Tanzanie, soit au sud de la Corne), mais également parce que l'Iran peut chercher à y créer des alliances de revers. Le déraillement de telles possibilités ou tentatives, ainsi que la sécurisation du détroit de Bab al-Mandeb et du corridor qui traverse ledit détroit et Suez, expliquent en partie l'investissement des États arabes du Golfe dans la région, qui y mènent la politique que leur dicte leur géographie. La présence de l'Iran dans la Corne serait donc une modalité particulière de la *forward-defense* appliquée au voisinage immédiat de l'Iran. Enfin, le cas de la Corne de l'Afrique est édifiant parce que nous sommes dans une région où tensions ethniques, guerres civiles, séparatismes et affaiblissement des États peuvent permettre à l'Iran de nouer des liens. La balkanisation dans les années 1990 de l'Éthiopie (indépendance de l'Érythrée, option de l'ethno-fédéralisme

23. M. Knights et A. Almeida, « What Iran's Drones in Ukraine Mean for the Future of War », The Washington Institute for Near East Policy, 10 novembre 2022, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

et question tigréenne), de la Somalie (Somaliland, Puntland, etc.) voire du Soudan, ainsi que leurs prolongements/implications actuels ont permis à l'Iran d'y tisser des liens, via les *Pasdaran* (Corps des gardiens de la Révolution islamique) et par la mise en valeur de son complexe militaro-industriel. Le programme des drones (en Éthiopie) est une illustration de la présence idéologico-sécuritaire de la République islamique dans la zone²⁴.

En Afrique de l'Est en général, il convient de souligner la capacité à compartimenter les relations internationales par des dirigeants confrontés à des configurations changeantes de rapports de force à des échelles différentes. En conséquence, de nombreux États africains et du Moyen-Orient ont développé une capacité à surmonter les contradictions en multipliant les partenariats avec des États ayant des relations d'hostilité entre eux, et par ailleurs une sensibilité parfois au tiers-mondisme. Cela expliquerait pourquoi l'Ouganda et le Rwanda, qui ont des relations fortes avec Israël et les Émirats arabes unis, peuvent se montrer ouverts à une détente avec la République islamique d'Iran.

Au-delà de la question de l'influence iranienne dans la Corne de l'Afrique, il convient de souligner la priorité donnée à Téhéran à l'Afrique de l'Ouest, voire, au-delà, à la côte atlantique de l'Afrique. Téhéran cherche à tirer profit des crises et de l'instabilité dans cet espace, une zone de vulnérabilité par laquelle peuvent venir des menaces de toutes sortes : drones, groupes radicaux, propagande, trafic de drogue. La République islamique tire avantage de cette instabilité chronique pour construire ses réseaux d'influence en Afrique. Il s'agit aussi du point de vue de Téhéran de lutter en Afrique contre l'influence de ses rivaux du monde arabe en général et contre celle de l'Arabie Saoudite en particulier. Face au consensus arabe qui se construit contre la République islamique depuis 1979 – Téhéran cherche ainsi à projeter cette rivalité sur le continent africain²⁵.

24. S. Solomon, « Ethiopia Ups Use of Drone Strikes in Conflict Prompting Worries About Civilian Toll », VOA, 2 février 2022, disponible sur : www.voanews.com.

25. G. M. Feierstein, « The Fight for Africa: The New Focus of the Saudi-Iranian Rivalry », The Middle East Institute, 14 septembre 2017, disponible sur : www.mei.edu.

Les relations irano-marocaines : quelle est la perception marocaine de l'Iran ?

L'Iran et le Maroc ont connu une période d'alliance avant la Révolution islamique de 1979, fondée sur une amitié solide entre les deux souverains : d'un côté, le Shah Mohammad-Reza Pahlavi et, de l'autre le Roi Hassan II. Après son départ d'Iran en 1979, le Shah trouve refuge au Maroc dans le cadre d'un séjour « strictement privé²⁶ ». Hassan II reçoit en fait le shah autant par amitié que par reconnaissance pour l'aide que l'Iran impérial a apportée à son pays. Ce séjour a néanmoins été un objet de contentieux entre le nouveau régime révolutionnaire khomeyniste et la monarchie marocaine. En effet, comme le souligne la shahbanou dans ses mémoires, « d'après Alexandre de Marenches, l'ayatollah Khomeyni avait ordonné à ses fanatiques d'enlever les membres de la famille royale [marocaine] pour les échanger ensuite contre nos propres personnes²⁷ ». Depuis la révolution de 1979, la relation est devenue très hostile.

Les relations irano-marocaines ont connu quatre décennies d'escalade progressive des tensions. Du côté marocain, il existe désormais une perception dominante de la République islamique d'Iran comme une menace pour l'État et la société. Ces tensions sont accentuées par le soutien que Téhéran apporte, selon Rabat, au Front Polisario. De même, la saisie d'une quantité importante de captagon au Maroc suscite la méfiance sur les activités iraniennes au Maghreb²⁸. En conséquence, malgré les tentatives de Téhéran de réduire le niveau des tensions, le Maroc est resté ferme dans sa volonté de maintenir la rupture des relations diplomatiques, initiée après le retrait de son ambassadeur de Téhéran en 2018²⁹.

Enfin, Téhéran s'efforce de propager le chiisme au Maghreb, d'influencer à partir de son modèle révolutionnaire l'identité religieuse de la société marocaine et de se créer des relais d'influence au niveau local. Cette politique de pénétration par le bas de la société marocaine vise à construire des leviers au sein de la société marocaine pour gagner en influence politique dans les négociations avec le sommet de l'État. Ces tensions bilatérales s'inscrivent dans un cadre régional plus large.

26. Y. Bomati et H. Nahavandi, *Mohammad-Réza Pahlavi*, Paris, Perrin, 2019, p. 687-721.

27. Farah Diba Pahlavi, ancienne impératrice d'Iran, citée par *Ibid.*

28. « Maroc : saisie de plus de 2 millions de pilules de captagon destinées à l'Afrique de l'Ouest », *Le Figaro*/AFP, 4 novembre 2022, disponible sur : www.lefigaro.fr.

29. M. Al-Sulami, « Iranian Actions Fuel Negative Perceptions in Morocco », *Arab News*, 8 août 2022, disponible sur : www.arabnews.com.

En effet, le Maroc soutient la présence saoudienne au Yémen tout comme l'Égypte, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Soudan.

Plus largement, ce renforcement des liens de Téhéran avec les pays africains s'inscrit dans la rivalité avec l'Arabie Saoudite en particulier dans le contexte de la guerre au Yémen. Dans cette compétition, Téhéran privilégie ses intérêts d'influence et de sécurité par rapport aux intérêts économiques car il ne peut pas concurrencer économiquement l'Arabie Saoudite³⁰ et les Émirats arabes unis sur ce plan. Ainsi, les visées iraniennes en Somalie sont relativement modestes : le port d'Assab sert à lutter contre la piraterie plutôt qu'à la projection de puissance.

Cet investissement iranien en Afrique devrait s'intensifier au cours des trois prochaines années. En effet, pour la nouvelle administration iranienne, l'Afrique constitue une priorité et un lieu privilégié pour exercer la vengeance des Gardiens de la Révolution à la suite de l'élimination du général Soleimani en Iran en janvier 2020. Plusieurs tentatives d'éliminations de diplomates américains par l'Iran ont été déjouées sur le sol africain depuis trois ans³¹.

Selon le président Raïssi, « la nouvelle administration aura pour objectif d'utiliser toutes les capacités de l'Iran pour renforcer ses coopérations avec les pays africains³² ». Cette position tient à la centralité du discours sur « l'axe de la résistance » du nouveau gouvernement et de sa volonté de contourner les sanctions économiques américaines en intensifiant les relations économiques avec les États africains. Ainsi, la République islamique aurait dû atteindre son objectif pour l'année iranienne mars 2021-mars 2022 d'exporter pour un milliard de dollars de marchandises sur le continent africain avec un potentiel à atteindre dans les prochaines années, estimé par les autorités iraniennes à 5 milliards de dollars annuels pour le commerce irano-africain³³. D'autres sources évoquent un potentiel de 6 milliards de dollars à l'horizon 2026³⁴. Sur les statistiques publiées par l'Administration des douanes de la République islamique d'Iran, la valeur des exportations iraniennes vers l'Afrique a augmenté de 50 %

30. « Saudi Arabia, South Africa Sign Agreements Worth \$15 Billion. Saudi Arabia Is Increasing Its Economic Footprint on the African Continent, in Part Because of Its Rivalry with Iran », *Al-Monitor*, 17 octobre 2022, disponible sur : www.al-monitor.com.

31. « SA Ramps Up Efforts to Protect US Ambassador; State Security Agency to Guard Marks after "Assassination Plot" », *The Mercury*, 15 septembre 2020.

32. « Ayatollah Raisi: Iran's Cooperation Potential with the African Continent Will Be Pursued with Utmost Determination », *Irna*, 6 août 2021, www.irna.ir.

33. « Iran Says Nine-month Exports to Africa Up Almost 200 % », *Iran Daily*, 11 janvier 2022, disponible sur : <https://irandaily.ir>.

34. M. Demirdirek et H. Talebian, « Bolstering the Bromances: Turkey's and Iran's Tightening Ties with Africa », *GIGA Focus*, n° 6, décembre 2022, disponible sur : www.giga-hamburg.de.

au cours des six premiers mois de l'année civile iranienne (21 mars-22 septembre 2022) par rapport à la même période de l'année précédente. Selon ces statistiques, la valeur du commerce entre l'Iran et l'Afrique a augmenté de 27 % au premier semestre de l'année 2022-2023³⁵. Le commerce irano-africain s'élève ainsi à près d'un milliard de dollars sur les sept premiers mois de l'année iranienne 2022-2023³⁶.

Cette priorité africaine de la nouvelle administration se retrouve dans la nomination du nouveau ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, qui était auparavant vice-ministre des Affaires étrangères pour les affaires arabes et africaines. En visite au Mali, en Tanzanie et à Zanzibar, au mois d'août 2022, Amir-Abdollahian a tenu plusieurs réunions de haut niveau avec des dirigeants africains accompagnés d'une équipe d'experts économiques. Après avoir signé un protocole d'accord (MoU) pour la première commission mixte de coopération globale au Mali³⁷, Amir-Abdollahian est arrivé en Tanzanie où il a annoncé la création d'une feuille de route pour poursuivre des objectifs similaires.



Source : Le ministre iranien des Affaires étrangères, en visite au Mali, lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre malien des Affaires étrangères Abdullah Diop, août 2022. © IRNA.

35. E. Fallahi, « Iran's "Africa" Mission: Reaching for the Land of Rich », *Tehran Times*, 19 octobre 2022, disponible sur : www.tehrantimes.com.

36. « Iran's Trade with Africa Surpasses \$990 Million in 7 Months », *Mehr News*, 1^{er} décembre 2022, disponible sur : <https://en.mehrnews.com>.

37. « L'Iran accorde la priorité à la coopération avec le Mali dans tous les domaines (Amirabdollahian) », IRNA, 23 août 2022, disponible sur : <https://fr.irna.ir>.

Enfin, l'Iran a également reçu le soutien de pays africains au sein des Nations unies et d'autres organisations régionales et internationales. Par exemple, le chef du Parlement sud-africain avait déclaré que son pays soutenait l'adhésion de l'Iran aux BRICS en 2017. Au-delà de ce soutien diplomatique, l'Afrique du Sud demeure le premier partenaire commercial de l'Iran en Afrique³⁸.

Le cas de l'Afrique du Sud est éclairant pour comprendre les contradictions de la sensibilité sud-africaine face aux sirènes idéologiques de la République islamique d'Iran. D'un côté, cela a longtemps été la première économie du continent, un pays du Sud industrialisé de longue date, des secteurs privés (dans les mines ou les télécommunications, par exemple) et financiers (banques et *venture capital*), qui lui valent d'être le seul pays africain membre des BRICS et du G20, un *hegemon* de l'Afrique australe, un poids lourd de l'Union africaine, que l'Algérie a cherché à associer à un format dit du G4 avec le Nigeria et l'Éthiopie. Par ailleurs, c'est la « nation arc-en-ciel », avec une vraie démocratie, une société civile vibrante, un fédéralisme, tous plutôt fonctionnels. Mais, par son histoire, c'est aussi un État très sensible au tiers-mondisme, à la question de l'héritage de la colonisation. La combinaison du statut de leader diplomatique, une économie de premier plan tout en développant une identité tiers-mondiste sur la scène internationale en fait un État prioritaire pour l'Iran – le poids de son économie expliquant sa place de premier partenaire commercial du pays sur le continent. Néanmoins, son modèle démocratique pourrait aussi la mettre en porte-à-faux par rapport à une République islamique de plus en plus idéologiquement en rupture avec le système international.

En général, la présence de l'Iran en Afrique vise à résister aux pressions internationales et régionales pour obtenir un changement de comportement du régime iranien (*behavioral change*) en lui donnant une profondeur stratégique. Cette profondeur se traduit par la recherche de nouveaux alliés parmi les pays marginalisés ou parmi ceux qui ne peuvent pas compter sur un parapluie de sécurité américain. Réévaluant sa politique au lendemain des printemps arabes, Téhéran a décidé de renforcer son *soft power* dans la région. Cette volonté de contenir ses rivaux régionaux, notamment Israël, l'Arabie Saoudite et la Turquie, est renforcée par le fait que ces derniers sont tous devenus plus actifs sur le continent africain ces dernières années. À cette fin, la République islamique cherche à démultiplier son potentiel idéologique auprès des acteurs étatiques et non étatiques africains. Il espère que l'islam, et en particulier la vision du monde chiite, lui donnera une chance d'accroître son influence à travers le continent. Dans cette logique, Téhéran a

38. « South Africa Tops List of Iran's African Trade Partners », *Financial Tribune*, 3 décembre 2022, disponible sur : <https://financialtribune.com>.

concentré ses efforts sur le Nigeria, le Sénégal et la Tanzanie, un effort qui sera probablement maintenu et renforcé sous l'administration Raïssi³⁹. Cette nouvelle mission iranienne de construire une profondeur stratégique en Afrique se fonde sur l'analyse suivante : la vengeance contre Washington pourrait en même temps apporter des avantages économiques à l'Iran⁴⁰.

Le Cameroun est également un pays intéressant du point de vue de Téhéran pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit d'un pays frontalier du Nigeria, un pays prioritaire pour la diplomatie iranienne dans la zone avec l'implantation d'une communauté chiite importante. Cela étant, si le modèle de la Révolution islamique de 1979 a pu attirer quelques Africains, force est de constater que les conversions ont été limitées. On a même observé que certaines « tentatives d'implantation chiite ont provoqué des affrontements avec les courants sunnites traditionnels, par exemple au Nigeria à Katsina en 1991 ou au Cameroun à Douala en 1999 puis N'Gaoundéré en 2012⁴¹ ». Malgré ces limites, au Nigeria, la République islamique a noué des contacts avec des chefs religieux et a soutenu l'Assemblée des oulémas et la Société des étudiants musulmans, qui gère 11 000 écoles, collèges et universités.

39. A. Naeni, « Iran and Africa: Why Tehran Will Boost Its Ties with the Continent under the Raisi Administration », Middle East Institute, 11 août 2021, disponible sur : www.mei.edu.

40. « Developing Iranian Strategic Depth in Africa », *Tasnim News*, 8 janvier 2020, disponible sur : www.tasnimnews.com.

41. M.-A. Pérouse de Montclos, « L'Iran en Afrique subsaharienne » in C. Therme (dir.), *L'Iran et ses rivaux*, Paris, Passés composés, 2020.

La question des conversions au chiisme

Selon une enquête du Pew Research Center, au Nigeria, la nation la plus peuplée d'Afrique, environ 12 % de la population musulmane (soit environ 90 millions de personnes) se considèrent comme chiites. Ce nombre était proche de zéro en 1980. Le pourcentage atteint 21 % pour les musulmans du Tchad, 20 % pour la Tanzanie et 8 % pour le Ghana, selon cette même enquête⁴².

Le Mouvement islamique du Nigeria (MIN), désormais interdit, dirigé par le cheikh Ebrahim Zakzaki qui a été arrêté en 2015⁴³, aurait joué un rôle déterminant dans des millions de conversions à l'islam chiite. Il gère quelque 300 écoles locales⁴⁴ et compte des millions de membres supplémentaires au Niger, au Cameroun, au Tchad, au Burkina Faso et au Ghana⁴⁵. Le MIN a recruté des membres en Afrique centrale et a spécifiquement encouragé les conversions à l'islam chiite au Cameroun et au Tchad.

Au Nigeria, Téhéran organiserait la formation d'un grand nombre de recrues par le Hezbollah libanais⁴⁶. Au-delà de ces réseaux politico-religieux nigériens, Téhéran a également proposé au Cameroun de renforcer leur coopération antiterroriste bilatérale en 2014. Sur le plan économique, Téhéran a proposé au Cameroun de lui vendre du pétrole et de coopérer pour le renforcement des infrastructures du pays et de son industrie pharmaceutique⁴⁷. Enfin, les deux pays mettent l'accent sur leurs efforts pour renforcer l'unité du monde islamique et accroître leur niveau de coopération au sein de l'Organisation de la Conférence islamique.

Enfin, le Cameroun est aussi associé par United Against Nuclear Iran (UANI) au contournement des sanctions pétrolières américaines par la République islamique d'Iran. Ainsi le tanker TELLUS (9246138),

42. Y. Trofimov, « With Iran-Backed Conversions, Shiites Gain Ground in Africa. The Growth of Shiite Islam in Sub-Saharan Africa Is Occurring as the Muslim World Becomes Polarized Along Sectarian Lines », *The Wall Street Journal*, 12 mai 2016, disponible sur : www.wsj.com.

43. Il a été libéré en 2021. Voir sur ce sujet : www.francetvinfo.fr.

44. B. Keynoush, « Revolutionary Iran's Africa Policy », King Faisal Center for Research and Islamic Studies, juin 2021, disponible sur : <https://kfcris.com>.

45. M. Dehnavi, « Situation of Nigerian Shias », *IRDiplomacy*, 18 juillet 2019, disponible sur : www.irdiplomacy.ir.

46. M. Alami, « Hezbollah Allegedly Training Nigerian Shiites to Expand Influence in West Africa », *The Middle East Institute*, July 5, 2018, disponible sur : www.mei.edu.

47. « Willingness of Two Countries of Iran and Cameroon to Develop and Strengthen Relations », *Irna*, 26 avril 2017, disponible sur : www.irna.ir.

CAMEROON⁴⁸ aurait effectué cinq transferts de produits pétroliers pour le compte de l'Iran ce qui correspondrait à 3 336 460 barils de pétrole transportés au cours de l'année 2021. Le Cameroun se situerait parmi les cinq pavillons ayant permis le transfert du plus grand nombre de barils de pétrole pour le compte de l'Iran en violation des sanctions américaines pour l'année 2021⁴⁹.

48. C. Jungman et D. Roth, « December 2021 Iran Tanker Tracking and Year Review », UANI, 3 janvier 2022, disponible sur : www.unitedagainstnucleariran.com.

49. *Ibid.*

Conclusion

Téhéran a mis en place une politique africaine ambitieuse sous l'ancien régime impérial. Il s'agissait alors de développer la puissance régionale iranienne au-delà du golfe Persique avec une attention accrue pour l'océan Indien. Après la révolution de 1979, l'ambition demeure mais les motivations évoluent : il s'agit désormais de développer les relations de l'Iran avec les pays du Tiers Monde non alignés. Cette dimension tiers-mondiste est plus particulièrement partagée à Téhéran par les révolutionnaires les plus zélés. Plus de quarante-trois ans après la Révolution de 1979, l'influence iranienne sur le continent africain se heurte toujours aux mêmes obstacles : absence de complémentarité économique entre États producteurs de matières premières, distances géographiques ou encore des promesses iraniennes d'aides au développement qui ne sont pas toujours honorées par la République islamique qui rencontre elle-même des difficultés économiques significatives depuis 1979.

Cette relation apparaît *in fine* comme contradictoire : d'un côté, des ambitions très élevées de coopérations mutuelles irano-africaines avec un affichage et une communication très présente ; d'un autre côté, des difficultés à réaliser les ambitieux projets de coopération économique et des tensions liées aux activités idéologico-sécuritaires de l'Iran sur le continent africain. L'absence de perspective d'un règlement rapide de la question nucléaire en 2023 dans le contexte de la guerre d'Ukraine et de l'impossible retour de l'administration Biden dans le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) ne devrait pas permettre un réel approfondissement des coopérations économiques irano-africaines. En revanche, une escalade sécuritaire entre Téhéran et Washington ou entre l'Iran et ses rivaux au Moyen-Orient (en particulier Israël et l'Arabie Saoudite) pourrait conduire Téhéran à utiliser ses réseaux d'influence africains pour s'opposer aux Accords d'Abraham et pour défier la superpuissance américaine à travers des cibles diplomatiques américaines dans cet espace.

Par ailleurs, avec le soutien militaire iranien aux forces armées russes (livraison de drones, de munitions pour l'artillerie notamment) et le refus de Téhéran de condamner diplomatiquement la guerre russe en Ukraine, Téhéran s'expose également à une tiers-mondisation accélérée de sa stratégie internationale. Il existe donc un risque pour la République islamique de tomber dans le piège russe à l'instar de certains

pays africains⁵⁰. La neutralité proclamée peut aussi à tout moment basculer en co-belligérance de l'Iran aux côtés de la Russie en raison de son soutien actif aux activités militaires russes en Ukraine.

Il est également possible que des synergies se construisent entre Russes et Iraniens en Afrique (par exemple en Algérie, voire au Mali). Selon les sources sécuritaires américaines, le rapprochement russo-iranien est en effet substantiel : livraison de centaines de drones iraniens, conseils techniques des *Pasdaran* pour leur utilisation, livraison possible de missiles balistiques dans le cadre de la guerre en Ukraine contre livraison d'hélicoptères et soutien technique/technologique au complexe militaro-sécuritaire iranien... Étant donné l'intérêt de la Russie en Afrique de l'Ouest, il existe une réelle possibilité de voir les Iraniens se greffer sur cette dynamique, sur des théâtres de conflits, au Sahel notamment. S'agissant du soutien au Front Polisario, avant la possible arrivée des drones iraniens, il y avait eu des rumeurs sur le fait que Wagner puisse entraîner le Polisario⁵¹.

Enfin, l'affaiblissement du rayonnement économique international de la Russie, conséquence de sa volonté de confrontation systématique avec Washington, peut certes contribuer à l'émergence d'un ordre international post-occidental en poussant Moscou à rechercher des alternatives à sa dépendance vis-à-vis du système financier américain. Cet espoir des dirigeants de la République islamique et de certains dirigeants africains risque néanmoins de se heurter à des limites économiques qui entraveront ces objectifs idéologiques. Autrement dit, le pari des États du Sud global sur l'émergence rapide d'un nouvel ordre international qui verrait un affaiblissement de l'Occident et l'émergence d'un espace économique des normes juridiques américaines en raison du nouveau rôle de la Russie sur la scène internationale risque de rester une chimère idéologique.

Cet objectif de maintenir un équilibre entre la Russie et l'Occident dans la guerre d'Ukraine avec l'émergence d'une nouvelle forme de neutralité ou de non-alignement risque de ne pas être une condition suffisante pour un rapprochement irano-africain qui se ferait sous l'égide de Moscou au cours des prochaines années. Au contraire, la proximité avec une Russie affaiblie par la guerre risque de grever le développement économique des États africains qui choisiraient de parier sur une victoire russe contre l'Occident en Ukraine en raison des régimes de sanctions en vigueur contre les partenaires économiques de Moscou et de Téhéran.

50. Intervention russe en Ukraine : Comment comprendre les réactions africaines ? (Pr. Mohamed-Chérif Ferjani), 26 août 2022, disponible sur : <https://timbuktu-institute.org>.

51. Sur la coopération militaire Algérie-Russie, voir « Algérie-Maroc : d'importants exercices militaires sur fond de tensions régionales », Middle East Eye, 21 juin 2022, disponible sur : www.middleeasteye.net.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org